

d'emprunt, à laquelle s'ajouteront les intérêts et frais de financement, pour l'exercice financier 2020-2021, pour le Programme visant la protection, la transmission et la mise en valeur du patrimoine culturel à caractère religieux;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 745-2020 du 8 juillet 2020, la ministre de la Culture et des communications a été autorisée à octroyer une aide financière maximale de 5 000 000 \$ au Conseil du patrimoine religieux du Québec, sous forme de remboursement d'emprunt, à laquelle s'ajouteront les intérêts, pour l'exercice financier 2020-2021, pour la requalification des lieux de culte excédentaires patrimoniaux;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QUE la cathédrale Sainte-Thérèse-D'Avila, située à Amos, est un immeuble patrimonial classé en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (P-9.002), que son intérêt patrimonial est d'envergure nationale et que des travaux de restauration importants sont nécessaires pour en assurer la pérennité;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Culture et des Communications à octroyer une aide financière supplémentaire de 5 000 000 \$ au Conseil du patrimoine religieux du Québec, sous forme de remboursement d'emprunt, à laquelle s'ajouteront les intérêts et frais de financement, pour l'exercice financier 2020-2021, pour le Programme visant la protection, la transmission et la mise en valeur du patrimoine culturel à caractère religieux afin de financer les travaux de restauration de la cathédrale Sainte-Thérèse-D'Avila, à Amos, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications :

QUE la ministre de la Culture et des Communications soit autorisée à octroyer une aide financière supplémentaire de 5 000 000 \$ au Conseil du patrimoine religieux du Québec, sous forme de remboursement d'emprunt, à laquelle s'ajouteront les intérêts et frais de financement, pour l'exercice financier 2020-2021, pour le Programme visant la protection, la transmission et la mise en valeur du patrimoine culturel à caractère religieux afin de financer les travaux de restauration de la cathédrale Sainte-

Thérèse-D'Avila, à Amos, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

74132

Gouvernement du Québec

Décret 154-2021, 24 février 2021

CONCERNANT l'octroi par Investissement Québec de deux prêts d'un montant total maximal de 25 100 000 \$ à Les Productions Horticoles Demers inc., pour la construction d'un complexe de serres à Lévis

ATTENDU QUE Les Productions Horticoles Demers inc. est une société par actions régie par la Loi sur les sociétés par actions (chapitre S-31.1) œuvrant notamment dans le domaine de la culture en serre et dont le siège est situé à Lévis;

ATTENDU QUE le projet de Les Productions Horticoles Demers inc. vise la construction d'un nouveau complexe de serres de 15 hectares à Lévis;

ATTENDU QUE le projet de Les Productions Horticoles Demers inc. présente un intérêt économique important pour le Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 19 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1), lorsque le gouvernement lui en confie le mandat, Investissement Québec doit accorder et administrer l'aide financière ponctuelle qu'il détermine pour la réalisation de projets qui présentent un intérêt économique important pour le Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 25 de cette loi, le Fonds du développement économique est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie, ainsi qu'à l'exécution des autres mandats que le gouvernement confie à Investissement Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 27 de cette loi, le gouvernement détermine les autres sommes, engagées dans l'exécution des mandats

qu'il confie à Investissement Québec, qui peuvent être portées au débit du Fonds du développement économique par cette dernière;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec pour octroyer deux prêts d'un montant total maximal de 25 100 000 \$, respectivement de 16 700 000 \$ et 8 400 000 \$, à Les Productions Horticoles Demers inc. pour la construction d'un complexe de serres à Lévis;

ATTENDU QUE ces deux prêts soient octroyés selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QU'Investissement Québec soit mandatée pour octroyer deux prêts d'un montant total maximal de 25 100 000 \$, respectivement de 16 700 000 \$ et 8 400 000 \$, à Les Productions Horticoles Demers inc. pour la construction d'un complexe de serres à Lévis;

QUE ces deux prêts soient octroyés selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

QU'Investissement Québec soit autorisée à fixer toute autre condition ou modalité usuelle pour ce type de transactions;

QU'Investissement Québec soit autorisée à conclure tout contrat ou toute entente, à souscrire tout engagement et à poser tout geste nécessaire, utile ou souhaitable pour donner effet à ce qui précède;

QU'Investissement Québec soit autorisée à porter au débit du Fonds du développement économique les sommes nécessaires à l'exécution de ce mandat, à l'exception de sa rémunération;

QUE les sommes nécessaires pour suppléer à toute perte ou tout manque à gagner, toutes dépenses et tous frais découlant du mandat confié à Investissement Québec par le présent décret soient virées au Fonds du développement économique par le ministre de l'Économie et de l'Innovation sur les crédits qui lui sont alloués pour les interventions relatives au Fonds du développement économique.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

Gouvernement du Québec

Décret 155-2021, 24 février 2021

CONCERNANT la modification de certaines conditions et modalités du prêt accordé par Investissement Québec à Kruger Wayagamack s.e.c. et Kruger Brompton s.e.c. en vertu du décret numéro 869-2017 du 30 août 2017

ATTENDU QUE, par le décret numéro 869-2017 du 30 août 2017, le gouvernement mandatait Investissement Québec pour accorder une aide financière sous forme de prêt d'un montant maximal de 47 500 000 \$ à Kruger Wayagamack s.e.c. et Kruger Brompton s.e.c., pour la réalisation du projet de diversification de la production de l'usine Papiers de publication Kruger inc. de Brompton et de l'usine Kruger Wayagamack inc. de Trois-Rivières et la mise à niveau de la production d'énergie par cogénération de l'usine Kruger Énergie Bromptonville s.e.c., selon des conditions et des modalités substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle de ce décret;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier certaines des conditions et modalités du prêt accordé par Investissement Québec à Kruger Wayagamack s.e.c. et Kruger Brompton s.e.c. en vertu du décret numéro 869-2017 du 30 août 2017;

ATTENDU QU'il y a lieu de remplacer les conditions et les modalités établies à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle au soutien du décret numéro 869-2017 du 30 août 2017 par des conditions et des modalités substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe de la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QUE les conditions et les modalités établies à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle au soutien du décret numéro 869-2017 du 30 août 2017 soient remplacées par des conditions et des modalités substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe de la recommandation ministérielle du présent décret;

QU'Investissement Québec soit autorisée à fixer toute autre condition ou modalité usuelle pour ces types de transactions;

QU'Investissement Québec soit autorisée à conclure tout contrat ou toute entente, à souscrire tout engagement et à poser tout geste nécessaire, utile ou souhaitable pour donner effet à ce qui précède;